



FACE AUX CANICULES : UN NÉCESSAIRE COUP DE CHAUD SUR NOS LUTTES !

Les températures sont retombées, mais le dôme de chaleur précoce qui nous a fait suffoquer la semaine dernière ne sera pas qu'un lointain souvenir : nous ne sommes même pas encore au début de l'été et avec le changement climatique causé par le capitalisme, ce type de phénomène va devenir de plus en plus fréquent.

Pour le gouvernement, comme pour les patrons : circulez, travaillez, y'a rien à voir !

Alors que des records de température étaient atteints un peu partout sur le territoire, pour le gouvernement, il a été urgent... de ne rien faire. Dans les hôpitaux, totalement démunis face à la chaleur, les patients comme le personnel ont subi des températures invivables. Ce sont les soignants qui ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour ne pas mettre les malades en danger, utilisant comme toujours la seule ressource à leur disposition : le système D !

Écoles, collèges et lycées sont restés ouverts, entassant les élèves dans des salles de classe dépassant bien souvent les 30 °C. Les épreuves du bac professionnel ont été maintenues. Alors que le bâti scolaire est totalement inadapté pour faire face aux vagues de chaleur, la loi ne fixe aucun seuil maximal de température dans les salles de classe... comme dans le Code du travail. Le ministre de l'Éducation a pu tranquillement affirmer que les fermetures d'établissement devaient rester exceptionnelles. Car dans la société capitaliste, dont la priorité est l'exploitation, les gosses doivent être gardés, pour que les parents continuent à travailler, pendant que les patrons restent bien au frais dans leurs salons climatisés.

Pour Tabarot, ministre des Transports : « L'État n'est pas responsable de tout sur tous les sujets. Il y a les acteurs locaux aussi. » Farandou, ministre du Travail, a assuré faire confiance aux entreprises du BTP pour préserver la santé des ouvriers en période de forte chaleur... On devrait compter sur l'empathie des patrons qui nous exploitent toute l'année pour nous protéger ! Et c'est pour cela que chaque année, plus de 700 travailleurs meurent au travail, notamment à cause de la chaleur, comme ce jeune couvreur de 19 ans, mort d'hyperthermie dans la Drôme la nuit de jeudi à vendredi dernier.

Pour nous protéger, à nous de réagir collectivement

De fait, cette semaine a été éprouvante : après des nuits tropicales, dans des appartements qui sont bien souvent des bouilloires thermiques en été, il a fallu prendre les transports étouffants et travailler comme si de rien n'était. Dans les transports en commun, rien n'impose aux sociétés exploitantes de prévoir une climatisation, et, du fait du manque de moyens d'entretien, elle est souvent hors service. Plus de 40 °C ont été relevés dans des TER, comme dans les cabines de conduite des bus. Trains et tramways sont tombés en panne. L'année dernière en juin, lors d'une vague de chaleur, des grèves et des droits de retrait avaient été organisés par les travailleurs du transport. Cette année, il y a aussi eu des réactions. Par exemple un débrayage a éclaté au technicentre industriel SNCF de Rouen Quatre Mares : pas question de travailler sous plus de 40 °C, alors que la clim' des bureaux des chefs renvoyait directement son air chaud... dans les ateliers des ouvriers !

Le capitalisme, avec son mode de production effréné et la pollution qu'il génère, détraque le climat. Il faudra le renverser pour que la planète reste vivable. En attendant, pas question d'en payer le prix par notre santé et même nos vies. Alors, à nous d'imposer ce qui est nécessaire : des pauses supplémentaires, de quoi nous rafraîchir, ou refuser de travailler lorsque cela nous met en danger. L'action collective, voilà bien le seul moyen de nous protéger !

**Abonnez vous à la Newsletter du
NPA Révolutionnaires de Grenoble :**



Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Au CHAI de Saint Egrève : La lutte gagne en intensité !

La colère monte d'un cran, les soignants doivent continuer à se faire entendre et à boycotter tout ce qui peut l'être, grâce à la grève, pour que toutes les équipes soient en service minimum. La question des maquettes organisationnelles est à l'ordre du jour des prochaines instances, courant juin, il faut maintenir la pression en étant présents tous les jours à 14h avec les casseroles pour les agents de jour et toujours plus nombreux sur la photo pour les agents de nuit.

Après l'assemblée générale d'hier, l'échéance du 8 juin sera très importante. Chacun va devoir se motiver et motiver ses collègues pour être nombreux ce jour là. Il faudra être visibles et bruyants, et porter la parole des soignants devant le maire de St Egrève qui siège au conseil de surveillance du CHAI !

CHAI : De jour comme de nuit, ces nouvelles organisations sont inacceptables !

Notre hôpital ne se porte pas très bien, et nos directions s'évertuent à lui maintenir la tête sous l'eau. Ils seraient pourtant bien inspirés d'être un peu plus à l'écoute des gens de terrain. La fameuse « qualité des soins » dont on entend tellement parler ne commence-t-elle pas par prendre soin des personnes qui sont au plus près des patients, plutôt que de les soumettre à une organisation délétère pour leur santé et leur bien-être au travail ?

Les soignants sont les personnes de terrain, ce sont eux qui savent, et ce sont eux qui doivent décider !

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons, et si la direction veut s'aplatir devant les tutelles, les soignants, eux, ne s'agenouilleront pas devant la direction !

A l'AP-HP : la direction s'émeut de l'enfer qu'elle organise

Nicolas Revel, grand patron de l'AP-HP, a fait grâce d'un nouveau rapport. Il fait mine de découvrir les effets désastreux du management ultra-violent. 70 % des infirmières arrivées en 2019 sont parties au bout de 6 ans - c'est pas que le management : les horaires épuisants, le sous-effectif permanent, des patients qu'on n'a plus le temps de soigner correctement, le tout pour un salaire qui ne suit pas. Et la solution de M. Revel pour fidéliser ? Des primes. Le problème c'est qu'une prime, ça arrive un mois et ça disparaît le suivant. Et vu que les heures supp' ne sont déjà souvent pas payées, promettre des primes sans parler de vraies

augmentations de salaire, c'est se moquer du monde. Ce dont on a besoin, c'est des embauches et plus de salaire ! C'est nous qui faisons tourner l'hôpital, c'est nous qui devrions le gérer : la contremaîtrise, on s'en contrefout !

Mobilisation au CPOA de Sainte Anne face au manque de moyens !

« 20 patients, 7 lits, urgences en grève » c'est ce qu'on peut lire sur une grande banderole accrochée à l'entrée de l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne à Paris. Depuis cinq jours, les soignants du CPOA (centre psychiatrique d'orientation et d'accueil) sont en grève pour dénoncer des conditions d'accueil des patients de plus en plus dégradées. « Un patient a fait une crise d'épilepsie et on n'avait aucun lit, les réanimateurs sont venus le prendre en charge sur un bureau, improvisé en lit ».

Les grévistes revendiquent la réouverture de tous les lits fermés du GHU, c'est-à-dire 88, des moyens et des embauches pour leur service, mais également en amont et en aval des urgences. Les dix grévistes qui se relayent en permanence sur le piquet de grève cherchent à étendre leur mouvement.

Les conditions de travail et d'accueil des patients dans la santé sont le résultat d'une politique délibérée des différents gouvernements successifs de sous-financement des services publics de santé. Rien que cette semaine, la Cour des Comptes a annoncé vouloir faire 10 milliards d'économies annuelles sur le budget de la sécurité sociale. Les grévistes de Sainte-Anne montrent la voie.

La ministre sympa avec les cliniques

Le ministère de la Santé a chargé l'Inspection générale des affaires sociales de plancher sur les agences sanitaires, la Sécurité sociale et les hôpitaux publics. Sans oublier bien sûr l'hospitalisation privée qui représente 18 % des dépenses de l'Assurance maladie. Mais pour cette dernière mission, la ministre, Stéphanie Rist, a désigné à la tête du comité stratégique, censé définir les grandes orientations, un certain Sébastien Proto. Ce dernier n'est autre que le patron d'Elsan, qui possède 217 cliniques et hôpitaux. Et, par le plus grand des hasards, il s'avère qu'il est aussi un copain de promo de Macron à l'ENA. Sûr qu'il fera preuve d'indépendance, d'impartialité et de neutralité lorsqu'il examinera les finances de ses propres établissements et celles des autres groupes. La santé privée contrôlée par elle-même. Tout baigne...

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com